

MAITRISE D'OUVRAGE :

**Ville de VAL-DE-SAANE
9, Passage Saint-Wandrille
76890 VAL-DE-SAANE**

OPERATION :

REHABILITATION DE LA SALLE DES FETES JEHAN LE POVREMOYNE

Place Jehan Le Povremoyne

76890 VAL-DE-SAANE

- REGLEMENT DE CONSULTATION (RC) –

V2

Date limite de remise des offres : 07/07/2025 à 12H00

MAITRISE D'ŒUVRE :

**LNB ARCHITECTURE SARL
10-12, Avenue de la Porte des Champs
76000 ROUEN
Tél. : 09.72.63.03.71
contact@lnb-architecture.fr**

Art. 1 / OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est réalisée dans le cadre du **marché de travaux pour la réhabilitation de la salle des fêtes JEHAN LE POVREMOYNE à VAL-DE-SAANE (76890).**

Lieu d'exécution : **Place Jehan Le Povremoyne – 76890 VAL-DE-SAANE**

➤ **Le marché comprend :**

- Une tranche ferme

Art. 2 / CONDITIONS ET MODE DE CONSULTATION

2.1. Mode de la consultation

La présente consultation est réalisée suivant une procédure MAPA, selon le Code de la Commande Publique en vigueur du 01 avril 2019.

2.2. Décomposition en tranches et en lots

Les travaux sont répartis en 13 lots, désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
01	DEMOLITIONS – GROS-CŒUVRE
02	CHARPENTE BOIS
03	COUVERTURE – BARDAGE
04	SERRURERIE
05	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
06	PLATRERIE – MENUISERIES INTERIEURES
07	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
08	PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION
09	PRODUCTION PHOTOVOLTAIQUE
10	EQUIPEMENTS DE CUISINE
11	REKETEMENTS DE SOLS – PEINTURES
12	VRD – ESPACES VERTS
13	DESAMANTAGE – DEPLOMBAGE

2.3. Conditions de participation

Chaque candidat peut présenter une offre pour un ou l'ensemble des lots non attribués lors de la précédente consultation, suivant tableau ci-dessus. L'offre de chaque entreprise consultée devra porter sur l'ensemble des travaux formant au moins un lot.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'entreprises, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra

se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en qualité de mandataire de plusieurs groupements pour un même marché. De plus, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

2.4. Durée du marché – Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux et la durée du marché sont fixés à l'Art. 3 de l'Acte d'Engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.5. Variantes

Le dossier de consultation des entreprises propose une solution de base, à laquelle les entreprises doivent obligatoirement répondre. Les variantes ne sont pas autorisées.

2.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

2.7. Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux, objet du présent marché, seront financés par le budget de la commune. Ils seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours, à compter de la date de réception des factures, ou des demandes de paiement équivalentes.

Art. 3 / LES INTERVENANTS

3.1. Maîtrise d'Ouvrage (MO)

Ville de Val-de-Saône
9, Passage Saint-Wandrille
76890 VAL-DE-SAANE

3.2. Mandataire de l'équipe de maîtrise d'Œuvre (MOE)

LNB ARCHITECTURE
10-12, Avenue de la Porte des Champs
76000 ROUEN

3.3. Contrôle Technique (CT)

DEKRA
39, Rue Raymond Aron
76130 MONT SAINT AIGNAN

3.4. Coordination SPS (CSPS)

APAVE IC Haute Normandie
2, Rue des Mouettes
76130 MONT SAINT AIGNAN

Art. 4 / CONTENU ET MODALITES DE TRANSMISSION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le Règlement de la Consultation (RC),
- L'Attestation de visite
- l'Acte d'Engagement (AE),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- la Clause Sociale d'Insertion
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), compris les Clauses Communes,
- les cadres de Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- les Rapports Initiaux de Contrôle technique (RICT) et la réponse de la maîtrise d'oeuvre
- le Plan Général de Coordination (PGC),
- le Calendrier Prévisionnel d'Exécution des travaux (CPE),
- le dossier des plans architecte et des plans des lots techniques,
- le plan topographique de l'existant,
- le rapport acoustique,
- le diagnostic amiante et plomb,
- le procès-verbal de la commission de sécurité en date du 28 juillet 2020,
- l'autorisation de travaux,
- l'avis de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 27 juin 2024,
- le procès-verbal de la Sous-commission Départementale de Sécurité ERP-IGH en date du 4 août 2024.

Art. 5 / CONNAISSANCE DES LIEUX - VISITE DE SITE

Le DCE a pour but de décrire et de définir les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, et de faire connaître à l'entreprise, la consistance, l'importance et les conditions de réalisation des travaux.

Aussi, l'entrepreneur qui présente une offre, quel que soit le corps d'état considéré, est réputé, pour l'exécution de ses travaux, avoir préalablement à sa remise :

- ⇒ pris connaissance des plans, pièces écrites et tous les documents utiles à la réalisation des travaux de son corps d'état ;
- ⇒ avoir recueilli auprès du Maître d'Œuvre, tous les renseignements complémentaires ayant trait à l'exécution des travaux des autres corps d'état, dont les ouvrages sont en liaison avec les siens ;
- ⇒ reconnu le site, les lieux et le terrain d'implantation des ouvrages, notamment au travers de la visite de site obligatoire pour répondre à la présente consultation;
- ⇒ contrôlé toutes les indications des documents de la consultation.

Toutes les sujétions relatives au bâtiment existant devront être intégrées dans la proposition de l'entreprise, qui sera forfaitaire :

- conditions d'accès et condition d'occupation de l'immeuble, objet desdits travaux,
- état et dimension des ouvrages concernés par les travaux,
- état des supports existants,
- etc.

Les entreprises incorporeront par conséquent dans leur prix, tous les travaux indispensables à la bonne exécution du chantier, étant entendu qu'elles suppléeront, par leurs connaissances professionnelles, aux détails qui pourraient avoir été omis. Les entreprises ne pourront, après le dépôt de leurs offres, se prévaloir d'erreurs ou d'omissions dans les documents qui leur ont été transmis.

L'entrepreneur sera donc réputé avoir constaté in situ l'état de la construction et prévu toutes les sujétions conséquentes à l'exécution des travaux ; il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que les indications mentionnées sur les plans, d'une part, et sur le devis descriptif, d'autre part, pourraient présenter d'inexact, d'incomplet et/ou de contradictoire.

LA VISITE DE SITE EST OBLIGATOIRE / PRENDRE RDV auprès de la mairie au 02.35.32.30.35

TROIS DATES SONT POSSIBLES :

- **MERCREDI 18 JUIN 2025 A 10H00**
- **MERCREDI 25 JUIN 2025 A 10H00**
- **MERCREDI 02 JUILLET 2025 A 10H00**

⇒ **Une attestation de visite sera délivrée in situ et obligatoirement à remettre dans l'offre.**
A défaut, l'offre de l'entreprise sera éliminée.

Art. 6 / PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française. Les montants seront exprimés en EURO (€). Une traduction est possible en cas de remise d'une offre en langue étrangère.

Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui-même :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus par le Code de la Commande Publique du 01/04/19 :
 - ⇒ **Lettre de candidature** pouvant prendre la forme l'imprimé DC1, mentionnant, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses cotraitants,
 - ⇒ **Déclaration sur l'honneur** pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés (déclaration incluse dans le formulaire DC1 version à jour),
 - ⇒ En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet justifiant que le candidat est bien habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché,
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus par le Code de la Commande Publique du 01/04/19 :
 - ⇒ **Déclaration de chiffre d'affaires** pouvant prendre la forme de l'imprimé DC2, mentionnant le chiffre d'affaires globales réalisées au cours des 3 derniers exercices.
- Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus par le Code de la Commande Publique du 01/04/19 :
 - ⇒ **Présentation d'une liste des principaux travaux** effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées

par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,

- ⇒ **Ou des références attestées par des Maîtres d'Ouvrages** de la compétence de l'opérateur économique à réaliser des prestations se rapportant à l'objet de la consultation,
- ⇒ **Ou des certificats de qualifications professionnelles** ou équivalence.

Chaque certificat de qualifications et/ou de qualité précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours maximum. Les autres candidats, qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

- Un projet de marché pour ce lot comprenant :
 - ⇒ L'**Acte d'Engagement (A.E)** et ses annexes dûment complétés, datés et signés par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
 - ⇒ Le **Cadre des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)**, dûment complété, daté et signé ;
 - ⇒ Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)**, à dater et signer sans modification ;
 - ⇒ Le **Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)** dûment complété, daté et signé ;
 - ⇒ Le **Mémoire Technique** permettant de juger la valeur technique de l'offre du candidat suivant les critères définis à l'Art. 7 du présent règlement.

NOTA : l'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au Cahier des Clauses Administratives Particulières, ils doivent le préciser à l'Art. 4 de l'Acte d'Engagement.

Art. 7 / SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique en vigueur du 01 avril 2019 et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour l'acceptation de l'offre sont :

- 1 - Garanties et capacités techniques pour le lot, et garanties financières,
- 2 - Références professionnelles,
- 3 - Attestation de visite.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	Coefficient
1 - Prix	40%
2 – Mémoire technique	60%

Offre de prix :

Prix :	Note /40
- prix du cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	/40

Notation du prix :

Pour l'application du critère « prix des prestations », les offres seront classées, sur une échelle de 40, en tenant compte des écarts de prix avec l'offre la moins-disante, selon le calcul suivant :

Classement de l'offre A = $\frac{\text{montant de l'offre la moins-disante} \times 40}{\text{montant de l'offre A}}$

La note 40 correspond à l'offre la moins-disante.

Dans le cas où des erreurs de calculs, ou de report vis-à-vis du BPU, seraient constatées dans le détail quantitatif estimatif figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de l'offre, seulement dans l'évaluation financière de son offre. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier.

Mémoire Technique:

le mémoire technique devra être clairement présenté et développé suivant les trois points suivants :

	Note /60
Mode opératoire	/20
Moyens humains & matériels affectés à l'opération	/20
Provenance et qualité des matériaux envisagés	/20

Nota : seuls les critères exposés ci-dessus sont à renseigner ; tout autre document transmis ne sera pas analysé.

Echelle de notation du mémoire technique : note de 0 à 20 (très insuffisant à très satisfaisant).

Note :	Appréciation
0 à 4	Très insuffisant

5 à 8	Insuffisant
9 à 12	Moyen
13 à 16	Satisfaisant
17 à 20	Très satisfaisant

En cas d'égalité le critère prix sera prépondérant.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévues à l'article 102 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours (NOTI-2).

Art. 8 / PHASE DE NEGOCIATION

Après réception et examen des offres, il est établi un 1^{er} classement des offres.

Suivant le résultat de la présente procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

1. **d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations ;**
2. **d'engager une phase de négociation avec les 3 premiers candidats par lot.** Dans ce cas, à l'issue de cette phase de négociation, un nouveau classement sera effectué.
 - Les négociations pourront porter sur les prix comme sur l'offre technique des candidats.

Art. 9 / INFRUCTUOSITE

En cas d'infructuosité, le pouvoir adjudicateur, après en avoir informé les candidats éventuels, peut relancer une consultation avec publicité et mise en concurrence sous forme de procédure adaptée, ou passer un marché sans publicité ni remise en concurrence en cas de situation visée par l'article R.2122-2 du Code de la Commande Publique.

Art. 10 / CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

⇒ Dépôt des offres à l'adresse suivante : <https://marchespublics.adm76.com>.

Art. 11 / RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

⇒ Toute question doit être posée sur la plateforme : <https://marchespublics.adm76.com>.

Les questions devront être posées au plus tard le 30 juin 2025 à 12h00.

Les réponses seront apportées au plus tard le 2 juillet 2025 à 12h00.